**Affaire Extinction Rébellion**

**Évacuation musclée d'une manifestation écologiste : "Ce sera à la préfecture de police de s'expliquer"**

Grégory Joron, le secrétaire national CRS pour Unité SGP Police FO a réagi sur franceinfo après l'évacuation musclée de manifestants écologistes, vendredi 28 juin, à Paris.

**Source :** [**https://www.francetvinfo.fr/france/ile-de-france/paris/evacuation-musclee-d-une-manifestation-ecologiste-ce-sera-a-la-prefecture-de-police-de-s-expliquer\_3516121.html**](https://www.francetvinfo.fr/france/ile-de-france/paris/evacuation-musclee-d-une-manifestation-ecologiste-ce-sera-a-la-prefecture-de-police-de-s-expliquer_3516121.html)

"A dix mètres, cela n'a aucun effet, il faut donc se mettre assez proche des cibles." Selon Grégory Joron, secrétaire national CRS pour Unité SGP Police FO, lundi 1er juillet sur franceinfo, [l'utilisation par les forces de l'ordre de gaz lacrymogènes](https://www.francetvinfo.fr/meteo/climat/gaz-lacrymogenes-et-militants-traines-de-force-ce-que-l-on-sait-de-l-evacuation-polemique-de-la-manifestation-d-extinction-rebellion-a-paris_3515745.html) pour évacuer des manifestants du pont de Sully, vendredi 28 juin à Paris, n'a rien d'anormal. Grégory Joron a justifié l'usage des gaz en expliquant que "la manifestation n'était pas déclarée" et que "la chaussée était occupée illégalement par les manifestants". Des images de l'intervention des forces de l'ordre ont été largement partagées sur Twitter : elles montrent des policiers aspergeant abondement de gaz lacrymogènes des militants participant pacifiquement à un sit-in lors de l'occupation de ce pont du centre de Paris par l'organisation Extinction Rebellion.

**franceinfo : Que répondez-vous à ceux qui disent que la liberté de manifester est en danger ?**

**Grégory Joron :** Pour qu'il y ait liberté de manifester, il faut qu'il y ait un respect des règles. C'est toute la difficulté avec ce qui s'est passé vendredi, car c'était une manifestation qui n'était pas déclarée. En effet, les organisateurs sont venus la veille avertir la préfecture de police. Ils ont donné un parcours qu'ils n'ont absolument pas suivi le lendemain. Ils ont mis tout le monde dans la difficulté avec ce sit-in au niveau du pont de Sully.

**Est-ce que le fait que la manifestation ne soit pas déclarée justifie l'emploi de gaz lacrymogène ?**

Oui. Ce qui justifie l'emploi des gaz lacrymogènes, c'est le cadre légal d'utilisation de la force après plusieurs sommations d'un attroupement illégal. Nous avions affaire à des manifestants déterminés à rester où ils étaient. À partir du moment où vous avez demandé une fois ou deux aux personnes de se lever et de partir, vous avez deux solutions : ou vous évacuez manu militari, et ça donne des images qui ne sont pas agréables à regarder, c'est-à-dire des gens qui se font traîner par terre, ou qu'on doit contraindre à partir au moyen de clés de bras ou d'étranglements ; ou bien il faut faire vite, et les instructions sont fermes pour dégager la chaussée, alors il faut utiliser les gaz lacrymogènes. C'est une gazeuse, donc si vous vous mettez à dix mètres, cela n'a aucun effet. Il faut donc se mettre assez proche des cibles. Le cadre légal est posé. Ce sera à la préfecture de police, qui a pris la décision d'user de la force de s'expliquer. Ce ne sont pas aux collègues sur le terrain - qui sont déjà sous pression - de s'expliquer sur des ordres qu'ils reçoivent.

**La fatigue joue-t-elle après plusieurs mois de manifestations des "gilets jaunes" quand les policiers font face à des gens qui sont pacifiques ?**

Il faut savoir ce qu'on met dans la définition du mot "pacifique". En effet, ces gens ne vont pas porter des coups, mais la réalité c'est que ce sont des gens qui ne veulent pas écouter ce qu'on leur dit. Ils occupent une chaussée de manière illégale, et quand on leur demande de la libérer sous couvert de la loi, ils ne le font pas. C'est de la désobéissance civile. Si nous avions interpellé cinquante personnes, nous aurions la même polémique aujourd'hui, sauf que peut-être que nous n'aurions pas utilisé de gaz. Cela aurait également choqué tout le monde.

\_\_\_\_\_

**Paris : rassemblement d'Extinction Rebellion, une semaine après l'évacuation musclée**

publié le 05/07/2019

**Source :** [**https://www.lexpress.fr/actualite/societe/paris-rassemblement-d-extinction-rebellion-une-semaine-apres-l-evacuation-musclee\_2088159.html**](https://www.lexpress.fr/actualite/societe/paris-rassemblement-d-extinction-rebellion-une-semaine-apres-l-evacuation-musclee_2088159.html)

Il y a une semaine, les militants écologistes avaient été délogés du pont de Sully par les forces de l'ordre à grand renfort de gaz lacrymogène.

Les militants d'Extinction Rebellion à nouveau réunis. Une trentaine de membres de l'organisation écologiste se sont rassemblés vendredi après-midi devant le ministère de la Transition écologique "*afin de porter le message*" qui n'avait pas "pu l'être" le 28 juin, en raison d'une évacuation policière à renfort de gaz lacrymogène sur un pont de Paris. "Le temps n'est plus à la manifestation mais à l'action", ont scandé les manifestants lisant leur manifeste dans le calme, face à une dizaine de fourgons de CRS stationnés sur le trottoir opposé.

"L'usage inapproprié et disproportionné de la force ne nous empêchera pas de continuer à alerter les pouvoirs et la population, d'appeler à un changement de cap radical et de l'incarner", explique l'organisation dans un communiqué.

Une semaine plus tôt, alors qu'ils occupaient le pont de Sully, des membres d'Extinction Rebellion (XR) avaient été délogés par les forces de l'ordre avec notamment l'utilisation à bout portant de gaz lacrymogène.

Les images, abondamment partagées et critiquées sur les réseaux sociaux, ont conduit lundi le parquet de Paris à ouvrir une enquête préliminaire pour "violences volontaires par personne dépositaire de l'autorité publique". Les investigations ont été confiées à l'inspection générale de la police nationale (IGPN).

**Appel à la désobéissance civile non-violente**

"*La plupart des médias se sont concentrés sur la violence de l'évacuation. Nous souhaiterions qu'ils mettent autant d'empressement et d'énergie à communiquer sur la violence des catastrophes bioclimatiques en cours et leurs conséquences sur l'ensemble du vivant, humains compris*", indiquent les militants. Ils réclament par ailleurs "*une solidarité totale avec toutes les victimes de la répression policière normalisée, tant dans le cadre des mouvements de contestation que dans les banlieues*".

"*Ce vendredi marquera donc le point de départ d'une campagne d'actions appelant à la responsabilité des médias. Il est de votre devoir d'informer la population sur les problématiques et enjeux menaçant l'ensemble de la vie sur Terre, de dire la vérité sur l'état de destruction de nos écosystèmes et la gravité de ses conséquences*".

Extinction Rebellion mise sur une escalade de la désobéissance civile en organisant des actions radicales, mais non-violentes. Des centaines de militants ont été interpellés ces derniers mois à Londres, mais jusqu'ici la branche française avait peu fait parler d'elle. Dans la capitale britannique, des militants se sont rassemblés devant l'ambassade de France ce vendredi en signe de solidarité avec la branche française.